

# Le printemps sud-africain, l'hiver rwandais

## Pourquoi avril 1994 éclaire les limites de l'analyse politique quand il s'agit de prédire un génocide

ARTHUR GILBERT, PHD\*

KRISTINA HOOK\*\*

Dans *Worse than War: Genocide, Eliminationism, and the Ongoing Assault on Humanity*, Daniel Jonah Goldhagen salue et honore Nelson Mandela comme une lueur d'espoir dans la prévention du génocide<sup>1</sup>. Nous nous retrouvons en effet avec la pensée que le clonage de Mandela serait la solution à tant d'exemples de massacres et que le monde serait beaucoup plus sain à habiter. Bien que Mandela est universellement honoré comme le père fondateur de l'Afrique du Sud moderne, la potentialité que son rôle ait pu empêcher un génocide en Afrique du Sud a reçu moins d'attention. Goldhagen est déterminé à prouver que l'élimination de dirigeants est la clé de la prévention du génocide. Il appelle à la création d'une organisation similaire à une ligue des états démocratiques pour intervenir dans les situations génocidaires et d'y mettre fin en recourant à des sanctions économiques, à une action juridique internationale, et enfin, à une intervention militaire. À son avis, puisque l'Organisation des Nations Unies a été établie pour adresser la guerre et a lamentablement échoué dans la prévention

---

\* Maître de conférences en relations internationales depuis de nombreuses années à la Josef Korbel School, Arthur N. Gilbert donne des cours de deuxième cycle sur la guerre et le génocide. En plus de ses activités d'enseignement et de recherche, il collectionne et expose des œuvres d'art graphique consacrées à l'Holocauste produites par des survivants et des artistes bien connus qui l'ont commémoré par des gravures, des lithographies et des xylographies. Son article illustré le plus récent, « *Etched in Memory: The Graphics Art of the Holocaust* » a été publié dans le numéro de juillet 2013 du *Journal of the Print World*.

\*\* Kristina Hook est titulaire d'une licence d'anthropologie de l'Université de Floride et d'une maîtrise de développement international de la Korbel School of International Studies de l'Université de Denver. Elle a publié des articles sur des sujets tels que le génocide, la violence de masse, la reconstruction au lendemain des conflits, les enseignements humanitaires à en tirer et les méthodes permettant d'allier la théorie et la pratique dans la programmation d'un développement durable. Ses recherches portent principalement sur l'explication des causes des génocides et de la violence de masse, ainsi que sur les façons dont la recherche qui apparaît au niveau micro peut être utilisée pour concevoir des cadres plus robustes de diagnostic de génocide. Titulaire d'une bourse du Programme présidentiel des boursiers en gestion, elle a servi en qualité de conseillère politico-économique dans plusieurs ambassades américaines à l'étranger, ainsi que dans le Bureau des opérations dans les zones de conflit et de la stabilisation au département d'État des États-Unis.

des génocides, ce que Goldhagen rappelle est pire que la guerre, la violence pour mettre fin à un génocide est à la fois légitime et possible dans la politique internationale.

Pourtant, la louange de Goldhagen est intéressante pour ce qui n'a *pas* fait partie de la transition de l'État de l'apartheid à une démocratie moderne, à savoir le génocide :

Les conditions pour des attaques meurtrières par les blancs contre les noirs et les noirs contre les blancs étaient réunies. La sagesse populaire sur ce produit des génocides, mettant l'accent sur les conditions structurelles, les sociétés ravagées par les conflits, d'énormes souffrances, une haine profonde ou la soif de revanche d'une majorité précédemment opprimée et nouvellement au pouvoir, suggèrent un bain de sang ou peut-être deux bains deux massacres réciproques<sup>2</sup>.

En mettant l'accent sur la raison pour laquelle il n'y avait « pas de revanche conséquente, aucune attaque d'élimination » devient une question d'importante capitale dans ce livre très long et passionné<sup>3</sup>. Goldhagen fait valoir que « la réponse est aussi évidente que les théories des causes structurelles sont erronées : le leadership politique, et plus particulièrement le caractère, la disposition et la clairvoyance du leader le plus important du Congrès national africain, Nelson Mandela, qui n'avait aucun désir d'entreprendre un programme d'éliminations<sup>4</sup> ». Ici, les comparaisons avec ce qui est arrivé au Rwanda prennent un sens important pour les étudiants en génocides. Sous Mandela, les blancs n'ont été ni diabolisés ni traités comme des sous-hommes ; il a été plutôt créé un processus de « vérité et de réconciliation » de sorte que les confessions des péchés offraient une réadmission dans ce que Peter Gay a appelé avec bonheur le « parti de l'humanité<sup>5</sup> ». Cette explication anti-génocidaire a une signification particulière pour l'horrible hiver rwandais qui a eu lieu au moment même où Mandela arrivait au pouvoir en Afrique du Sud.

Une brève récapitulation du génocide rwandais de 1994 et du meurtre quasi-génocidaire des années précédentes par la majorité hutue en pleine ascendance, permettent à Goldhagen d'établir des contrastes avec l'Afrique du Sud de Mandela<sup>6</sup>. Cette période vit l'ascension au Rwanda d'une nouvelle majorité mais sans l'oppression qui caractérisait l'apartheid. Les Hutus éprouaient un profond ressentiment du à l'exclusion sociale, politique et économique, mais les règles sans ambiguïté et qui se faisaient partout de discrimination raciale, mises en place à partir de 1948 en Afrique du Sud, ne peuvent être comparées à la nature de la société rwandaise. Une fois de plus, Goldhagen se focalise sur le leadership, car les massacres en masse ne sont devenus l'option de choix que lorsque « les chefs hutus en décidèrent ainsi<sup>7</sup> ». Dans une description effrayante de l'échec du leadership hutu, il soutient que « De 1990 à 1993, d'une façon sporadique, et sur une échelle manifestement préparatoire, au moins dix-sept massacres d'essai avaient été commis ; puis en 1994, lorsque l'occasion semblait enfin propice, [le génocide a eu lieu] à la grande échelle d'anéantissement prévue<sup>8</sup>.

Dans ce jeu mortel d'un œil pour un œil, les Tutsis avaient massacré les Hutus au Burundi voisin, créant ainsi un curieux jeu de massacre mutuel dans deux pays voisins jusqu'à l'aboutissement génocidaire final au Rwanda. L'approche centrée sur le leadership

employée par Goldhagen pour étudier la violence de masse en Afrique du Sud et au Rwanda nous laisse avec quelques réflexions fascinantes sur la gouvernance. Une personnalité comme Mandela aurait-elle pu au Rwanda et/ou au Burundi sauver le million d'âmes qui sont morts au cours des trois mois de violence au Rwanda ? Est-ce que la prévention et l'élimination des génocides est tout simplement la survie des bons leaders dans le vicieux jeu de la politique ? Est-ce que la perpétration de génocides est en fonction du mystère de la naissance qui produit parfois de bons leaders et parfois des très mauvais, par exemple, « Si Hitler était mort à l'accouchement... etc. ? » Où pouvons-nous nous tourner pour examiner les différences entre l'Afrique du Sud et le Rwanda durant l'année cruciale 1994 ?

Nous devons revenir à l'analyse structurelle pour tester le rejet de Goldhagen de toutes les explications autres que le leadership sur le modèle de Mandela. Les comptes rendus les plus souvent cités du printemps non génocidaire de l'Afrique du Sud s'intéressent aux facteurs économiques, aux accords de partage du pouvoir politique et des relations internationales, en insistant particulièrement sur les sanctions et les développements dans les états limitrophes de l'Afrique du Sud, et des différences historiques et idéologiques importantes qui ont façonné chaque état-nation.

### Se remémorer l'Afrique du Sud de Mandela : le facteur X de la personnalité

Nous commençons notre exploration en examinant le rôle des accords de partage du pouvoir au Rwanda et en Afrique du Sud, en nous inspirant de l'analyse structurelle que Marisa Traniello a fait du rôle des accords de paix d'Arusha signés en 1994 au Rwanda et du Pacte de Constitution provisoire signé la même année en Afrique du Sud dans son intéressant article, « *Power-Sharing: Lessons from South Africa and Rwanda*<sup>9</sup> ». Pourtant, comme l'indique le titre ci-dessus, notre première incursion dans les explications structuralistes du génocide rwandais et de la transition relativement paisible de l'Afrique du Sud vers la démocratie, a donné des résultats surprenants. En fin de compte, même son article structurellement encadré souligne la personnalité et le leadership politique, une conclusion qui n'est pas si différente du raisonnement décidément non structurel de Goldhagen.

Nous constatons que l'analyse structurale de ces deux pays à laquelle se livra Traniello était importante pour le canon du génocide au sens large pour plusieurs raisons. La plus importante est que, à quelques exceptions près, le domaine des études sur le génocide a été marqué par un examen de cas historiques présentant à peu près le même niveau de violence génocidaire, et à partir de là des récits de causalité ont été extrapolés et proposés<sup>10</sup>. Bien que ces méthodes étaient compréhensibles comme des études sur le génocide, développées en tant que discipline, Scott Straus fait remarquer à juste titre que pour que les théories causales puissent être testées et affinées, « un modèle de recherche qui sélectionne principalement des cas ayant le même résultat sur la variable dépendante sera profondément limité<sup>11</sup> ».

### *Les accords de partage du pouvoir au Rwanda et en Afrique du Sud*

Compte tenu de la critique ci-dessus du canon du génocide moderne, Traniello peut être félicitée d'avoir choisi le Rwanda et l'Afrique du Sud pour son évaluation des accords de partage du pouvoir politique. Après avoir brièvement passé en revue les écrits sur le partage du pouvoir, l'analyse de Traniello retrace les routes très différentes que chaque nation a pris en 1994, en dépit de la présence d'accords de partage du pouvoir au Rwanda et en Afrique du Sud. Étonnamment, l'Afrique du Sud et le Rwanda partagent d'autres similitudes superficielles en plus des accords de paix basés sur un partage du pouvoir. Par exemple, à la fois le leadership politique des Tutsis au Rwanda et le Parti national en Afrique du Sud, illustraient des contextes dans lesquels des gouvernements minoritaires dominaient des majorités importantes. En 1994, les sept millions de Rwandais étaient composée de trois groupes ethniques : les Hutus (85 pour cent environ de la population), les Tutsis (14 pour cent) et les Twas (1 pour cent<sup>12</sup>). Pendant cette période, la population de l'Afrique du Sud était plus nombreuse, au nombre de près de trente-trois millions d'habitants, réparties dans environ quatre grandes catégories raciales : « blancs », « couleur », « Indiens » et « Noirs africains<sup>13</sup> ». Les privilèges sociaux cependant étaient répartis entre les Blancs et les autres, alors que la population blanche représentait 14 pour cent de la population de l'Afrique du Sud. Chaque nation a également connu des troubles politiques au cours des cinq décennies précédentes, comme en témoignent les révoltes des townships et la guerre civile provinciale de l'Afrique du Sud dans les années 1980, ainsi que la révolution Hutu du Rwanda en 1959, les massacres ethniques dans les années 1960, les coups d'état de 1973, et les conflits civils en 1990<sup>14</sup>.

### *Les élites et les parts du « gâteau politique »*

Selon Traniello, cependant, le parallèle le plus important entre ces deux pays est que la potentialité de la violence résidait dans les intentions des élites politiques et de leur « part du gâteau<sup>15</sup> ». Elle s'appuie en outre sur un certain nombre de travaux d'autres chercheurs qui ont examinés non seulement si les accords de partage du pouvoir ont été en mesure de maintenir la paix en Afrique du Sud, mais aussi s'ils pouvaient inciter à la paix et amener les parties à la table de négociation. Donald Horowitz, par exemple, n'a trouvé aucune preuve pour soutenir ce dernier point<sup>16</sup>. Se concentrant exclusivement sur les relations entre les élites politiques et le pouvoir politique (le contrôle des ressources, des terres et du pouvoir distributif), Traniello n'aborde pas les relations entre les élites politiques et leurs victimes. Cette omission contraste avec les travaux de Goldhagen, qui combine les relations entre les auteurs d'actes de violence et leurs objectifs politiques *et* leurs victimes désignées. Selon Goldhagen, un objectif politique moteur dans le bon contexte sociopolitique doit se combiner à une impulsion idéologique d'élimination pour déplacer la prise de décision au-delà d'un univers imaginaire, d'idées chimériques à la réalité. En d'autres termes, Goldhagen se concentre pas uniquement sur un objectif politique pratique, comme le fait Traniello, mais aussi sur la réalisation d'un tel objectif par rapport à la victime : « l'élimination de l'ennemi intérieur ou voisin... vivre dans une so-

ciété exempte de polluants sociaux, culturels et politiques... remodeler radicalement la société selon un plan déterminé<sup>17</sup> ». Il soutient, par exemple, que la présence d'un antisémitisme profondément enraciné en Allemagne a ouvert la voie à des politiques génocidaires, notant que les gens doivent comprendre des objectifs tels que la perpétration d'un génocide « comme une réelle option, comme une option politique légitime et pratique, les impulsions d'élimination doivent faire partie du répertoire de la politique, qui nécessite un contexte politique du monde réel qui permet et rend l'acte pratique, et permet à la pensée de suivre une telle logique<sup>18</sup> ».

L'accent mis par Goldhagen sur les impulsions d'éliminations dans les mentalités culturelles et idéologiques est représentatif d'une école de pensée plus large dans le canon du génocide moderne, un courant qui se focalise moins sur les explications structurelles de la violence de masse comme la guerre ou les conflits, soulignant la place que les paradigmes idéologiques sont tout aussi importants que les explications causales du génocide<sup>19</sup>. Sa célèbre affirmation que « un génocide commence dans l'esprit des hommes » est manifestement évident ici<sup>20</sup>. Cependant, de nombreux autres chercheurs établissent un lien similaire sur l'examen de visions idéologiques du monde et des considérations de pouvoir centré sur l'état, en examinant non seulement le désir des élites politiques de s'approprier une part du gâteau politique, mais aussi leurs visions internes pour les pays qu'elles contrôlent et leur avenir, ainsi que la façon dont elles conçoivent le système politique légitime<sup>21</sup>. Ce thème de recherche comprend des explications idéologiques tels que les idéaux utopiques, les thèmes d'exclusion, ou le dogme raciste, qui sont liés à des environnements instables, ravagés par les conflits. Conséquemment, elles conduisent les mécanismes nationaux à l'extrême, qui peuvent inclure soit une orchestration du génocide ou une capitulation devant un très large soutien en faveur du massacre. Comme l'affirme notamment Jacques Sémelin, ce cadre considère l'idéologie comme le tissu conjonctif qui unit la capacité d'un état à entreprendre des massacres de masse à sa volonté de le faire. Il appelle l'idéologie « agence liant » qui relie les pires craintes de la population, les espoirs grandioses, et la conscience de son identité dans une posture réactive qui permet au génocide d'avoir lieu lorsque les gens commencent à voir le monde dans la logique à somme nulle de « tuer ou être tué<sup>22</sup> ».

### ***L'importance des facteurs non structurels dans les accords de partage du pouvoir***

Malgré l'abondance de la littérature sur la motivation des forces qui peuvent influencer le calcul politique, Traniello encadre son analyse en traitant exclusivement les facteurs structurels, à savoir les accords de partage du pouvoir et des institutions, pour expliquer le massacre au Rwanda et la transition démocratique en Afrique du Sud<sup>23</sup>. Son analyse se déplace parfois vers d'autres explications, par exemple, quand elle semble reconnaître la présence d'événements déclencheurs du génocide rwandais en mentionnant des événements imprévus et incontrôlables, comme l'avion Habyarimana abattu du président rwandais ; néanmoins, elle insiste pour que de tels événements soient comparés aux institutions à l'œuvre dans ses études de cas, positionnant ainsi son argument, et son ex-

plication de la violence de masse, comme concernant expressément des explications structurelles<sup>24</sup>. La seule exception notable à cette focalisation presque absolue sur le structuralisme est sa concession du rôle (ou de son absence) du leadership dans ces deux nations. Le fait intéressant, toutefois, est de noter que ce seul domaine de la concession non structurale semble imprégner et influencer les structures qu'elle examine en profondeur. Même quand elle est guidée par sa proposition majeure que les accords de partage du pouvoir ont façonné le succès ou l'échec du Pacte de Constitution provisoire de 1993 et des Accords de paix d'Arusha dans la prévention de la violence de masse en Afrique du Sud et son déclenchement au Rwanda respectivement, elle admet que l'Afrique du Sud était « dirigée par des élites qui formaient une équipe de rêve<sup>25</sup> ».

En définitive, même l'analyse structurelle des institutions et du partage du pouvoir de Traniello commence à incorporer les constructions politiques aux conditions sociales et aux facteurs intangibles des facteurs du leadership, conditions sociopolitiques qui ne sont pas tout à fait si différentes de ce que Goldhagen a souligné dans son *Worse Than War*. Sa principale conclusion est que l'Afrique du Sud a réussi avec succès et pacifiquement la transition de l'apartheid à la démocratie parce que les conditions « nécessaires et favorables » dans lesquelles les accords de partage du pouvoir prospèrent étaient présentes en Afrique du Sud, mais pas au Rwanda. Plus précisément, Traniello soutient que le leadership modéré et solide de l'Afrique du Sud, y compris les éventuels lauréats du Prix Nobel de la Paix F.W. de Klerk et Mandela, ont été motivés par une vision commune d'un « État unifié sans effusion de sang<sup>26</sup> ». Elle note d'autres facteurs qui ont contribué à chaque leader sud-africain à trouver un terrain d'entente et parvenir à un compromis, y compris la stagnation économique qui mettait en danger la prospérité de la population blanche, et la pression accrue de la communauté internationale. Cependant, Traniello développe l'idée que « les deux élites [sud-africaines] possédaient d'authentiques qualités de leadership » et le soutien de leurs sympathisants leur a donné la « volonté d'arriver à un compromis » afin d'atteindre l'objectif ultime d'un avenir pacifique<sup>27</sup>. Par conséquent, elle écrit que ces facteurs ont permis le protocole associatif du Pacte de Constitution provisoire de 1993, non seulement pour stabiliser l'État mais aussi pour prévenir des niveaux extrêmes de la violence.

Selon Traniello, le Pacte intérimaire de la Constitution de 1993 a été méticuleusement conçu pour apaiser les craintes et de veiller à ce que chaque partie à l'accord croie pouvoir assurer son pouvoir et ses intérêts même si la situation devait évoluer dans l'avenir et la dynamique raciale changer, favorisant ainsi la participation<sup>28</sup>. L'accent est mis ici sur la volonté de rassurer les élites d'une potentielle perte de leur pouvoir, ainsi qu'apaiser les craintes exprimées dans la société en général, peuvent être liées aux hypothèses classiques du génocide de Robert Melson. Il affirme que la guerre donne lieu à des sentiments de vulnérabilité, ce qui engendre des préoccupations que les ennemis intérieurs de l'état sont en train de saboter la nation ou la communauté politique au cours de cette période tumultueuse. À ce stade, la tension croissante et les enjeux élevés peuvent pousser les élites à considérer la compétition politique comme un scénario de survie à somme nulle ; en outre, les options politiques les plus courantes de traiter avec des ennemis présumés telles

que l'expulsion, l'assimilation ou la ségrégation, sont exclues<sup>29</sup>. D'autres spécialistes du génocide ont aussi attentivement examiné le rôle de la peur dans le déclenchement de ces scénarios extrêmes de violence, y compris Frank Chalk et Kurt Jonassohn, dont la typologie en quatre volets des motivations de la violence génocidaire comprend en évidence « la création de la terreur » comme l'une des quatre principales incitations proposées<sup>30</sup>. L'excellent travail de Daniel Chirot et Clark McCauley sur la logique du massacre, explique que la peur, avant tout, a été la force motrice dans les divers massacres politiques de l'histoire. Ces derniers comprennent les fratricides systématiques qui caractérisaient l'Empire ottoman du XV<sup>e</sup> siècle (qui se poursuivaient régulièrement jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle), les « épurations » ethnico-religieuses de 300.000 Morisques en Espagne et la violente rupture des relations serbo-croates en Yougoslavie au cours du XX<sup>e</sup> siècle<sup>31</sup>.

Après l'élaboration du Pacte intérimaire de la Constitution de 1993 comme une réussite globale, Traniello note le résultat opposé des Accords de paix d'Arusha au Rwanda<sup>32</sup>. Elle soutient que l'accord, destiné apporter à une paix durable après la guerre civile rwandaise qui a commencé en 1990, n'a pas réussi à empêcher le génocide de 1994 en raison d'une combinaison de facteurs qui se recoupent à nouveau entièrement aux questions de leadership, de personnalité et d'objectifs communs. Traniello résume la conclusion de son analyse sur le Rwanda en affirmant que le « partage du pouvoir au Rwanda... ne réussit pas à atténuer la violence parce qu'il ignore des facteurs indispensables tels qu'un leadership déterminé, un destin partagé et la volonté d'arriver à un compromis. Les Accords eux-mêmes ont conduit au scénario à somme nulle qu'a évité l'Afrique du Sud, contribuant ainsi au conflit plutôt que de les atténuer<sup>33</sup> ». Nous nous trouvons ici une fois de plus devant un dilemme intéressant : un examen poussé des arguments de Traniello montre que son évaluation est conçue comme une analyse structurelle des institutions dans la prévention ou l'atténuation de la violence. Plusieurs de ses principales conclusions, cependant, semblent impliquer le rôle des « intangibles », à savoir le leadership, la personnalité, la vision et la capacité de bâtir des coalitions autour de la communication au sein de ses électeurs ; tous des facteurs soutenus par le travail à focalisation résolument non structurelle de Goldhagen. On ne peut pas s'empêcher de penser à Richard Overy et son examen à focalisation sociale des rapports compliqués entre les dirigeants et leurs populations, ce qu'il démontre en comparant les régimes stalinien et hitlérien<sup>34</sup>. Adoptant une position pas très différente des conclusions de Traniello, Overy soutient que ni Hitler ni Staline n'a gardé le contrôle de ses grandes populations exclusivement par la terreur. Il affirme également que les principes des dirigeants étaient à l'époque très populaires, bénéficiant du soutien d'une partie considérable de la population, même s'il est important de noter qu'il maintient qu'à divers moments de l'existence de leur régime, ils dépendaient chacun de la coopération du peuple sur lequel ils régnaient.

Conformément à la conclusion de Goldhagen et l'accent mis par Overy sur le leadership, l'analyse structurelle des institutions de Traniello à la fin invite une importante question en ce qui concerne de l'engagement des dirigeants auprès de ces institutions : les accords de paix ont-ils réellement un effet causal sur la prévention ou l'exacerbation de la violence en Afrique du Sud et au Rwanda respectivement *ou* mettent-ils simplement en

lumière les qualités de leadership et les motivations sous-jacentes dans chaque pays ? Compte tenu de l'accent mis par Traniello sur les attitudes dominantes des décideurs rwandais et sud-africains, son analyse soulève la question de savoir si les différences individuelles des deux accords de paix du partage du pouvoir avaient des effets réels et significatifs ou si la table de négociation a simplement servi de scène sur laquelle les élites politiques sud-africaines et rwandaises mirent à l'épreuve leur plan d'action prédéterminé<sup>35</sup>. Des changements institutionnels auraient-ils amélioré les chances d'un transfert pacifique de pouvoir ethno politique au Rwanda ou, inversement, conduit les dirigeants sud-africains à se cramponner au pouvoir par tous les moyens nécessaires ?

En Afrique du Sud, de Klerk et Mandela ont continué à soutenir les accords de paix malgré près de 14.000 décès politiquement motivés (un chiffre considérable, bien que ne représentant qu'un pourcentage relativement faible de la population sud-africaine totale, alors de 33 millions) commis au cours des trois premières années des négociations sur les accords de paix. La poursuite de ces pourparlers de haut niveau en dépit de cette vague initiale de violence a été signalé comme extrêmement importante par d'autres chercheurs puisque la détermination des dirigeants semblait se propager à d'autres tribunes publiques dans la vie sociale en Afrique du Sud<sup>36</sup>. L'unité des dirigeants sud-africains contraste fortement avec la fragmentation et la désorganisation du gouvernement rwandais en 1994. Dépeint comme chancelant, indécis et prisonnier de son propre entourage, Juvénal Habyarimana, président du Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement, hésitait entre les factions extrémistes et modérées de son parti et sapait l'action des membres de son propre gouvernement en opposant son veto à des engagements qu'ils avaient pris auparavant<sup>37</sup>. Habyarimana avait aussi manqué la force de personnalité nécessaire pour persuader le Front patriotique rwandais d'accepter la participation du Comité pour la défense de la révolution (CDR) extrémiste. Sa crédibilité a été également minée par ses propres mots, y compris un discours qu'il prononça en 1992 et dans lequel il qualifia les Accords d'Arusha de simples « bouts de papier<sup>38</sup> ».

### *Les « destins partagés » et la question des intentions génocidaires*

En plus de souligner l'importance politique de l'unité politique, Traniello développe l'idée que le leadership rwandais a souffert de l'absence d'un « destin commun » tout au long de son article<sup>39</sup>. Non seulement le parti au pouvoir du président Habyarimana ne parvient pas à favoriser une volonté commune parmi les participants à la négociation des Accords d'Arusha, mais aussi des visions du monde encore plus extrémistes étaient évidentes chez d'autres participants, comme illustré dans l'affirmation de Traniello qu'« il est évident que le [parti extrémiste CDR], qu'il n'y avait aucune vision de coexistence<sup>40</sup> ». Après l'exclusion du CDR du processus de négociation, le parti se vit sommairement exclu du pouvoir politique et a répondu en jouant un rôle perturbateur dans la phase de mise en application des Accords d'Arusha. Même à l'époque, cette dynamique a été reconnue comme problématique, comme l'illustrent diverses versions d'une expression familière rapportées par plusieurs sources au cours de cette période : « il est préférable



d'avoir le CDR à l'intérieur de la tente plutôt qu'à l'extérieur, menaçant de la brûler<sup>41</sup> ». Exclue du processus, le leadership du CDR tire à profit le processus des Accords de paix d'Arusha pour renforcer le soutien dont ils bénéficiaient par des discours alarmistes, y compris des déclarations publiques affirmant que « l'extermination des Tutsis serait la conséquence inévitable... de l'application des Accords d'Arusha<sup>42</sup> ». Lorsque de plus en plus de modérés ont exprimé leur mécontentement à l'égard des dernières versions des Accords, le CDR a pu élargir sa base d'adhérents potentiels<sup>43</sup>.

Dans une perspective d'études sur le génocide, la section de Traniello sur l'absence d'un avenir commun partagé a des implications importantes, car elle se joint d'une manière intéressante à un débat en cours dans la littérature sur le génocide à propos de la finalité de la violence génocidaire<sup>44</sup>. Tout au long de son article, elle décrit les élites politiques dans chaque pays en termes de partage (ou non) d'une vision commune, de sentiment (ou non) d'une communauté de destin et de volonté (ou non) d'arriver à un compromis. En vantant le caractère unique du leadership en Afrique du Sud, par exemple, elle note que « de Klerk et Mandela étaient tous deux instruits, bénéficiaient d'un soutien *large et profond* chez leurs sympathisants et partageaient la *communauté de destin* d'un État unifié sans effusion de sang<sup>45</sup> » (Souligné dans l'original). Curieusement, si l'évaluation de Traniello sur ce point est correcte, une telle dynamique pourrait apporter un nouvel éclairage sur la question de savoir si l'Afrique du Sud risquait vraiment une violence génocidaire en 1994 même si elle souligne les mentalités génocidaires déjà à l'œuvre au Rwanda.

Dans l'excellent article de Straus « *'Destroy Them to Save Us': Theories of Genocide and the Logics of Political Violence* », son résumé perspicace des traits fondamentaux qui caractérisent la violence génocidaire, dans lequel il extrait deux traits, parmi tous les autres, communs à une majorité des définitions contemporaines. Le premier est une sélection de groupes sans réserve, c'est-à-dire des groupes entiers sont ciblés, contrairement à la violence sélective à l'égard des combattants ou rivaux, dans laquelle les membres d'un groupe peuvent être visés, mais seuls les membres qui pèsent une menace crédible ou perçue. L'autre point commun que Straus tire des principales définitions du génocide est que l'objectif ultime de la violence est la destruction, par opposition à la répression, aux dommages, à la communication négative ou à quelque autre but. La violence génocidaire se distingue donc de la violence aveugle ou sélective sur une base individuelle, ou de celle dont le résultat souhaité ne va pas jusqu'à la destruction totale de groupes. L'importante distinction opérée par Straus apparaît le plus clairement à travers son analyse de la violence utilisée pour une « fonction communicative » dans la guerre ou le terrorisme :

Par exemple, un nombre significatif de chercheurs qui étudient la violence terroriste et la violence contre les civils dans une guerre civile soutiennent que cette violence a une fonction « communicative ». Le « message des cadavres » dans le contexte d'une guerre de la drogue est une illustration vivante. La violence est conçue pour dissuader et punir les défections, déstabiliser ou affaiblir les opposants, inciter ceux-ci à s'engager dans des stratégies vouées à l'échec et attirer l'attention (ainsi que les recrues et l'argent). En revanche, la violence dans le génocide n'est généralement pas communicative, mais plutôt une fin en soi. La communication n'est pas fonction de la violence, mais plutôt de la destruction.

Dans une guerre civile, l'objectif général est de vaincre, d'affaiblir ou de compromettre un ennemi, ainsi que pour contrôler un territoire ; la violence est déployée pour atteindre ces objectifs. Dans ces scénarios, l'ultime vision d'une interaction est généralement la soumission du groupe, sa capitulation ou la négociation, mais elle inclut un futur partage de territoire. La logique du génocide est différente. Dans un génocide, la négociation, le contrôle, la capitulation et la soumission sont hors de question. L'organisation impliquée poursuit la destruction de groupes comme la meilleure stratégie disponible. Ainsi, la question centrale est quand et pourquoi d'autres stratégies, telles que la soumission du groupe, le retrait ou la négociation sont-elles exclues ? Pourquoi la destruction du groupe est-elle l'option privilégiée ? La question est rarement posée dans les études de génocide mais elle semble essentielle pour le développement du champ théorique<sup>46</sup>.

La description de Straus de l'intention génocidaire est donc en contradiction avec celle que l'article de Traniello suggère pour le contexte sud-africain en 1994. Si son hypothèse que les élites sud-africaines partageaient une vision commune dans laquelle elles pouvaient imaginer une coexistence avec l'autre partie est correcte, nous nous retrouvons avec la conclusion que la menace de violence en 1994 était élevée et sévère en Afrique du Sud, mais qu'il ne s'agissait pas en définitive d'une violence *génocidaire*. Cette possibilité que l'Afrique du Sud n'était pas en danger de violence génocidaire en avril 1994 devrait être plus amplement étudié, car elle détient des répercussions pour ceux qui, comme Goldhagen, la citent dans le contexte des explorations génocidaires<sup>47</sup>. Serait-il possible que Goldhagen privilégie l'élite dirigeante comme un moyen de dissuasion génocidaire dans des climats qui sont par nature violents, mais ne court vraiment pas de risques de génocide ?

### L'imagerie de l'Afrique du Sud sans Mandela : un retour à l'analyse structurelle

L'analyse de Traniello est alors utile pour susciter d'autres questions à examiner, mais à la fin, la relation entre le leadership et la structure demeurent non concluantes. La raison est que la focalisation reste sur une série très limitée de structures internes de l'état sans un examen des conditions structurelles plus larges qui incluent des angles économiques et politiques et placent le contexte et le leadership, l'idéologie et la structure de l'état au sein de la communauté internationale de l'époque. Ce n'est qu'en élargissant la portée analytique que l'on peut évaluer plus solidement les possibilités de génocide et de déterminer quand sa prévention en Afrique du Sud ajoute de nouvelles dimensions à la question des grands leaders et le monde structurel dans lequel ils se trouvent.

Pour les besoins de la divergence, revenons à avril 1994 et imaginons un monde où Nelson Mandela avait abandonné l'Afrique du Sud et pris résidence à Kigali, au Rwanda, dans une position de pouvoir, mais pas un pouvoir total. Cet exercice n'est pas futile, il nous permet d'examiner de plus près comment la structure de l'état, ainsi que les relations sud-africaines et rwandaises avec le monde extérieur, retardèrent ou encouragèrent le génocide. Nous nous pencherons sur trois variables importantes. Premièrement, nous

examinons les vulnérabilités des deux pays à l'économie mondiale (y compris le rôle des sanctions punitives). Deuxièmement, nous évaluons la nature changeante des événements le long des frontières et les développements dans les pays voisins. Nous scrutons enfin comment les développements internationaux, parfois éloignés du continent africain, ont affecté la possibilité du génocide dans chaque nation.

### ***Les questions économiques***

Comme l'ont noté Nigel Worden et de nombreux autres chercheurs, l'Afrique du Sud était sujette à la pression économique internationale, y compris des sanctions, à cause de la nature de son économie et simplement parce qu'elle était bien intégrée dans l'activité économique mondiale d'une très différente de celle du Rwanda<sup>48</sup>. L'importance et la puissance de ses milieux d'affaires signifiaient que les dirigeants appartenant à la minorité blanche étaient non seulement focalisés sur la race et le contrôle politique mais également sur leurs bourses collectives. La réaction tristement célèbre et impénitente de P.W. Botha en 1985 à des observations hésitantes de la part de Pik Botha, alors ministre des affaires étrangères, faisant état de l'existence dans le pays d'une volonté de réforme illustre ce point. Le refus nullement décontenancé de P.W. Botha de céder aux demandes internationales de réformes ou d'accepter la transition vers l'attribution du pouvoir à la majorité a marqué un franchissement du Rubicon politique. Comme Warden le soutient avec raison,

La réponse a été immédiate. Les banques étrangères demandèrent le remboursement des prêts qu'elles avaient accordés en 1982, sans possibilité de renouvellement. En conséquence, le rand s'est effondré et la bourse de Johannesburg a été temporairement fermée. Ces événements ont incité les chefs d'entreprises sud-africains à passer à l'offensive. Il ne fallut pas plus d'un mois aux plus grands chefs d'entreprises pour rendre visite à l'ANC [Congrès national africain, le parti dont Mandela était le porte-drapeau lorsqu'il fut élu Président] à Lusaka<sup>49</sup>.

En fin de compte, la gouvernance des Blancs ne pouvait pas s'isoler de la pression des états plus grands et plus puissants qui pouvaient faire des ravages économiques aussi bien sur les Blancs que sur les Noirs dans l'économie relativement avancée et complexe de l'Afrique du Sud. Ce pays était à la pointe du développement économique de l'Afrique, mais son succès faisait ressortir les faiblesses à la fois économiques et politiques. L'apartheid aurait pu ruiner financièrement l'Afrique du Sud. En fin de compte, les entreprises ne prospèrent pas dans des climats politiques ravagés par l'incertitude ; ainsi, la crise économique a littéralement forcé le Parti national à remettre l'apartheid en question pour le bien des résultats financiers. L'Afrique du Sud n'a pas pu, et n'aurait jamais pu, atteindre une autarcie économique, dont seuls les acteurs les plus importants dans l'économie politique internationale pourraient le faire. D'autre part, le Rwanda, avec son économie agricole moins développée, pourrait (ce qu'il a fait) procéder sur sa voie génocidaire sans se soucier des conséquences économiques. En effet, pour autant que nous savons, aucun livre consacré au génocide rwandais ne dépeint les extrémistes hutus, ni qui que ce soit d'autre

dans le pays, se soucier des conséquences économiques d'un génocide, ce qui aurait pu être le cas si les leaders hutus et d'autres allaient subir des pertes économiques massives à la suite de leurs actions. Nous voyons donc en l'Afrique du Sud et au Rwanda deux environnements économiques radicalement différents, le premier semble avoir été beaucoup plus vulnérable aux mesures économiques internationales de la carotte et du bâton alors que l'autre ne l'était pas. Nous voyons aussi des considérations économiques différentes de la part d'auteurs potentiels du génocide, puisque aucun leader hutu ne semblait se soucier de ses revenus, sa petite entreprise ou son exploitation agricole quand il saisis sa machette pour aller massacrer ses voisins.

### *Les frontières et les pays voisins*

En outre, l'Afrique du Sud et le Rwanda ont vécu des expériences profondément différentes dans les années menant à 1994 en ce qui concerne les pays limitrophes. Dans ce court article, nous ne pouvons pas examiner la complexité des relations internationales des pays voisins, mais il est clair que ce que nous pourrions appeler les régions frontalières ont joué un rôle important dans la réduction des chances de génocide en Afrique du Sud et leur encouragement au Rwanda. Prenez par exemple l'indépendance de la Namibie en 1990, qui a à la fois réglé et éliminé le conflit du Sud-Ouest africain allemand. Comme l'a noté Adrian Guelke, les événements du Sud-Ouest africain ont profondément modifié pour toujours la dynamique des relations entre l'ANC et le Parti national : « Le processus de règlement namibien a conduit à la perte par l'ANC de ses camps en Angola. L'ANC a aussi fait face à pratiquement aucune chance de pouvoir se reconstituer ailleurs en Afrique australe... Il ne resta à l'ANC aucune option réelle autre que la recherche de négociations de bonne foi<sup>50</sup> ».

L'Afrique du Sud s'était activement engagée dans la guerre en Namibie, avec l'ANC comme l'un de ses adversaires. En Angola, où les forces cubaines et angolaises ont été engagées contre les rebelles soutenus par l'Afrique du Sud, la bataille de Cuito Cuanavale, comme Saul Dubow l'a observé à juste titre, avait affaibli le gouvernement de Pretoria et a révélé la vulnérabilité de l'Afrique du Sud à l'égard de ses conflits frontaliers<sup>51</sup>. Ainsi, et paradoxalement, aussi bien l'ANC que le gouvernement blanc de l'Afrique du Sud ont été affaiblis par les questions frontalières. En fin de compte, les deux parties ont été fustigées par ces événements ; par conséquent, l'espace a été créé pour trouver une solution au conflit politique dans leur pays. Par conséquent, perdant à l'étranger (mais près de chez eux) a présenté une opportunité pour des négociations. En outre, si l'on ajoute les changements internationaux à l'époque, à la fois au Mozambique et au Zimbabwe, nous avons une série complexe et fortuite d'événements des pays situés juste au nord, qui, ironiquement, et de manière imprévisible a changé la structure des relations internationales dans la région, ainsi que la nature de la politique et les perspectives politiques. Rien de tout cela ne signifie que Mandela et de Klerk n'ont pas joué des rôles importants dans les drames frontaliers ni qu'ils devraient renoncer à leurs prix Nobel de la paix au nom de l'ajustement structurel frontaliers. Cela suggère toutefois qu'une focalisation excessive sur la

nature du leadership peut causer autant de distorsions du dossier historique le plus éloquent de la défense par Goldhagen de grands hommes tels que Mandela.

La frontière du Rwanda offre un tableau très différent qui, malheureusement, a rendu le génocide probable avec ou sans des dirigeants de grande, voire même moyenne, envergure. Notre hypothétique placement de Mandela à Kigale n'aurait eu aucune influence sur la situation radicalement différente dans les zones frontalière à laquelle il aurait été confronté. Les tueries épisodiques au Rwanda et au Burundi avait chassé un grand nombre des Hutus minoritaires dans les pays limitrophes où ils avaient formé des forces militaires en conjonction avec, ou avec l'approbation de ces états voisins ou ce qui équivalait à des milices indépendantes. Par conséquent, le gouvernement du Rwanda était entouré non seulement d'autres pays relativement rassurants pour son corps politique, mais aussi par d'ex-Hutus qui avaient vécu auparavant dans le pays et étaient maintenant sur la frontière en Ouganda, au Burundi et en République démocratique du Congo. Cela nous rappelle un exemple historique qui est intéressant dans le cas qui nous occupe ici et ailleurs. Au moment de l'horrible massacre des Protestants par des Catholiques en août 1572, connu sous le nom de Massacre de la Saint Barthélémy, les Catholiques à Paris étaient effrayés par la présence à la périphérie de la ville d'une armée protestante. Par conséquent, une partie de la motivation du massacre de tous les Huguenots lors de cette nuit chaude et humide a été en partie due par la peur générée par une psychologie du « eux ou nous », qui a souvent lié à la fois la peur de l'invasion et de la subversion à des résultats plutôt affreux. Un exemple est-africain tiré de l'excellent ouvrage de Mahmood Mamdani sur le génocide du Rwanda suffira. Au Burundi, un grand nombre d'Hutus avaient été tué (dont beaucoup de jeunes étudiants) par des Tutsis, provoquant une avalanche de colère et un déferlement d'Hutus déplacés fuyant vers la frontière nord pour se réfugier au Rwanda. En plus du facteur important des armées tutsies à la frontières de l'Ouganda voisin, des Hutus furieux dans le pays ont ajouté au mélange particulièrement inflammable qui a aidé à déclencher la conflagration génocidaire en avril 1994<sup>52</sup>. Dans son effort pour éliminer les variables structurelles comme importantes dans les événements génocidaires, Goldhagen ignore tout simplement les façons plus ou moins subtiles, et moins subtiles, dont les structures et les personnalités agissent de concert dans des cas déterminés. L'analyse comparative de l'Afrique du Sud et du Rwanda révèle une image beaucoup plus complexe et problématique. Il est très peu probable Mandela ou tout autre grand leader aurait pu changer les circonstances de ces conditions.

### *Les perceptions internationales et la chute du mur de Berlin*

Dans un livre récent sur l'histoire et la fin de l'apartheid, Saul Dubow examine la politique intérieure sud-africaine dans le contexte des changements majeurs dans les affaires internationales à des milliers de kilomètres de là. Le facteur clé international permettant de comprendre la situation apparaît en 1989. Comme l'écrit Dubow, « L'évènement le plus transformateur fut la chute du mur de Berlin en novembre 1989 et l'effon-

drement rapide des régimes communistes d'Europe de l'Est. D'un seul coup, cela a éliminé un fondement clé du pouvoir du Parti national en Afrique du Sud<sup>53</sup>.

Il est impossible de surestimer l'importance de l'effondrement du communisme. Il n'a pas seulement changé le débat national en Afrique du Sud en coupant court aux affirmations que le pays pourrait devenir communiste, mais a aussi détruit les arguments de nombreux observateurs conservateurs à l'étranger que dans un monde aussi cruel, la *realpolitik* a fait de de l'apartheid le moindre mal, l'autre étant le communisme fermement établi à la pointe du continent. Tout comme Mikhaïl Gorbatchev éloignait l'Union soviétique de son passé communiste à un État plus libéral et démocratique, de Klerk, à l'instar du dirigeant russe, pouvait alors opter pour une transformation politique et sociale tout aussi dramatique. Plus important encore est que les États-Unis n'avaient plus à craindre une conquête soviétique s'ils s'opposaient à un État raciste.

Bien que l'Afrique du Sud a été considérablement influencé par l'effondrement du communisme, il fut pratiquement un non-événement au Rwanda. L'histoire de la violence et des flambées de massacre au Rwanda avaient rien, ou pas grand-chose, à voir avec la guerre froide ; ainsi il n'y avait pas de chaîne réaction au Mur de Berlin dans le contexte de l'affrontement entre Hutus et Tutsis pour encourager une réconciliation des différences ethniques. Parce que la guerre froide avait relativement peu d'importance en termes de gain territorial au Rwanda, sa fin ne prévoyait pas de place pour le règlement des différends. Cependant, le génocide au Rwanda n'a pas été exempt des principaux événements internationaux. Par exemple, la réticence de l'administration Clinton à intervenir au Rwanda est en partie due de son retrait de Somalie, où les tentatives d'aider ce pays déchiré par la guerre se sont soldés par la retransmission autour du monde d'images graphiques de soldats américains tués dont les cadavres étaient traînés publiquement dans les rues de Mogadiscio. Le conflit du Rwanda est resté relativement peu touché par la politique de la guerre froide, ce qui permit au génocide de se dérouler sans attirer une grande attention. Il est également important de noter que l'action des militants antiracistes américains était focalisée sur la couleur plutôt que sur l'ethnicité. Ils ont été renforcés dans leurs efforts pour mettre fin au régime d'apartheid par l'effondrement du communisme, mais leurs sympathies n'étaient pas axées sur la violence des noirs sur les noirs. Aux États-Unis, dont le passé avait été marqué par les troubles raciaux et, ce qui est le plus important, l'esclavage, une grande importance a toujours été accordée aux questions raciales. La violence ethnique noire ne pouvait pas, et ne semble pas, marquer ou raisonner de la même manière, et aucune alliance n'a existé pour bâtir des coalitions pro-Hutus ou pro-Tutsis aux États-Unis ou pour susciter un intérêt à l'égard d'événements aussi étrangers à l'expérience américaine. Notre propre passé a focalisé l'attention sur l'Afrique du Sud comme un génocide potentiel au Rwanda cela ne pouvait tout simplement pas arriver. Transplanter Nelson Mandela au Rwanda ne pouvait pas affecter la mémoire et l'expérience historiques de manière substantielle. Paradoxalement, la longue et terrible histoire du colonialisme a créé une toile de relations entre noir-blanc qui semble agir en faveur de la prévention d'un génocide en Afrique du Sud. L'histoire de la violence tribale

noire n'a pas trouvé de résonance en Occident, et n'a pas été un élément essentiel de son imagination ni de son anticipation génocidaire.

## Conclusion

Nous ne suggérons pas que les grands leaders et la dynamique des structures au sein des états ne comptent pas, et nous nous refusons résolument à dénoncer les questions que nous avons signalé dans le travail de Goldhagen et Traniello, et bien d'autres, qui limitent les facteurs complexes qui provoquent ou empêchent un génocide à une ou quelques variables. Cela dit, nous appelons à une extension des paramètres de l'analyse structurelle aux structures économiques et politiques qui existent indépendamment des personnalités politiques dans une nation et qui vont bien au-delà des structures et des institutions internes en place dans ce contexte. Cela va nous permettre de poser une série de nouvelles questions sur les raisons pourquoi le génocide se produit, ou ne se produit pas, ce qui pourrait ouvrir de nouvelles possibilités d'enquêtes sur le niveau réel des risques. Par exemple, si le résumé de Traniello sur le sens commun de la destinée était exact en 1994 en Afrique du Sud, alors ce facteur non structurel aurait constitué une importante résilience qui a désamorcé subtilement le risque d'une intention génocidaire que chacune des parties au conflit n'aurait jamais franchi le Rubicon en souhaitant l'élimination pure et simple du groupe rival. Le défi pour les nouvelles stratégies de prévention du génocide est alors non seulement d'identifier ces résiliences, mais aussi pour veiller à ce que la mise en œuvre de stratégies de prévention des atrocités renforce et ne sape pas inconsciemment ces « intangibles » positifs.

Le Rwanda et l'Afrique du Sud opéraient en outre tous dans des environnements internationaux radicalement différents, particulièrement en termes de liens économiques internationaux, les questions frontalières et l'impact des transitions politiques mondiales sur la place de ces pays africains dans la nature sans cesse changeante de la politique internationale. Les événements internationaux tels que la chute du Mur de Berlin peuvent influencer l'ordre mondial d'une manière traumatisante pour certains pays, mais être à peine perceptibles pour d'autres. Dans ce cas, l'Afrique du Sud a prouvé être profondément affecté par les événements, leurs répercussions et les dynamiques changeantes du pouvoir des pays à des milliers de kilomètres de là, alors que le Rwanda ne l'était pas. L'effondrement de l'Union Soviétique était en grande partie un non événement pour les Hutus génocidaires et leurs victimes tutsies, un clapotis dans la piscine internationale dans laquelle toutes les nations nagent. Inversement, pour l'Afrique du Sud, la chute du communisme constituait un raz de marée dont la nation a émergé, transformé à jamais.

Enfin, que pouvons-nous dire de plus sur la prévention du génocidesu, à la lumière de cette analyse ? Certes, ces conclusions ne sont pas censées impliquer que les politiques de prévention du génocide qui cherchent à réduire les risques inhérents aux structures et institutions des pays vulnérables n'ont pas d'importance. Nous pouvons encore proclamer haut et fort « plus jamais », tout en reconnaissant simultanément que l'imprévisibilité de la politique internationale et les événements échappant au contrôle de l'action humaine

peut façonner « plus jamais » de manière à économiser qu'à des dépenses massives en termes de vies humaines. « Plus jamais » est un espoir et une prière, mais les changements économiques et politiques internationaux qualifient profondément ce genre d'espoir et de prière. En le transformant en un axiome et un commandement, nous serons toujours condamnés à la déception et peut-être même contribuerons-nous à la désillusion sur le terrain. Au lieu de cela, nous devons rester lucides dans notre reconnaissance du fait que le système mondial ne respecte pas toujours les meilleurs plans, et nous devons prendre consciemment la décision de continuer à faire preuve de souplesse à la fois dans nos évaluations et dans nos stratégies d'intervention.

### Notes

1. GOLDHAGEN, Daniel Jonah, *Worse than War: Genocide, Eliminationism, and the Ongoing Assault on Humanity*, New York : Public Affairs, 2009, p. 295.
2. *Id.*
3. *Id.*
4. *Id.*, p. 296.
5. GAY, Peter, *The Party of Humanity: Essays in the French Enlightenment*, New York : W. W. Norton, 1971.
6. GOLDHAGEN, *Worse than War*, p. 30, pp. 67–74, pp. 294–297.
7. *Id.*, p. 76.
8. *Id.*
9. TRANIELLO, Marisa, « Power-Sharing: Lessons from South Africa and Rwanda », *International Public Policy Review* 3, no. 2, mars 2008, pp. 28–43, [www.ucl.ac.uk/ippr/journal/downloads/vol3-2/Traniello.pdf](http://www.ucl.ac.uk/ippr/journal/downloads/vol3-2/Traniello.pdf).
10. Pour des exemples d'études négatives du génocide, voir MANN, Michael, *The Dark Side of Democracy: Explaining Ethnic Cleansing*, New York : Cambridge University Press, 2005 ; et MIDLARSKY, Manus I., *The Killing Trap: Genocide in the Twentieth Century*, New York : Cambridge University Press, 2005.
11. STRAUS, Scott, « 'Destroy Them to Save Us': Theories of Genocide and the Logic of Political Violence », *Terrorism and Political Violence* 24, no. 4, 2012, p. 555, <http://users.polisci.wisc.edu/straus/Straus%20Destroy%20Them%20to%20Save%20Us%202012.pdf>.
12. « *Genocide in Rwanda* », United Human Rights Council, consulté le 18 juin 2015, [www.unitedhumanrights.org/genocide/genocide\\_in\\_rwanda.htm](http://www.unitedhumanrights.org/genocide/genocide_in_rwanda.htm).
13. TRANIELLO, « *Power-Sharing* », p. 30.
14. BEINART, William, *Twentieth-Century South Africa*, Oxford, Royaume Uni : Oxford University Press, 2001, pp. 143–262 ; et STRAUS, Scott, *The Order of Genocide: Race, Power, and War in Rwanda*, Ithaca, New York : Cornell University Press, 2006, pp. 175–200.
15. TRANIELLO, « *Power-Sharing* ».
16. HOROWITZ, Donald L., *A Democratic South Africa? Constitutional Engineering in a Divided Society*, Berkeley : University of California Press, 1991, pp. 18–38.
17. GOLDHAGEN, *Worse than War*, p. 485.
18. *Id.*



19. Voir MELSON, Robert, *Revolution and Genocide: On the Origins of the Armenian Genocide and the Holocaust*, Chicago : University of Chicago Press, 1992 ; VALENTINO, Benjamin A., *Final Solutions: Mass Killing and Genocide in the 20th Century*, Ithaca, New York : Cornell University Press, 2004 ; et STRAUS, *Order of Genocide*.

20. GOLDHAGEN, *Worse than War*, p. 485.

21. Voir SÉMELIN, Jacques, *Purify and Destroy: The Political Uses of Massacre and Genocide*, trad. SHOCH, Cynthia, New York : Columbia University Press, 2007 ; KIERNAN, Ben, *Blood and Soil: A World History of Genocide and Extermination from Sparta to Darfur*, New Haven, Connecticut : Yale University Press, 2007 ; et OVERY, Richard, *The Dictators: Hitler's Germany and Stalin's Russia*, 1<sup>e</sup> éd. américain, New York : W. W. Norton and Company, 2004.

22. SÉMELIN, *Purify and Destroy*, p. 22.

23. TRANIELLO, « *Power-Sharing* ».

24. *Id.*, p. 30.

25. *Id.*, p. 41.

26. *Id.*, p. 35.

27. *Id.*, p. 35, p. 38.

28. *Id.* P. 35.

29. MELSON, *Revolution and Genocide*, pp. 18–19.

30. CHALK, Frank et JONASSOHN, Kurt, *The History and Sociology of Genocide: Analyses and Case Studies*, New Haven, Connecticut : Yale University Press, 1990, pp. 12–15.

31. CHIROT, Daniel et MCCAULEY, Clark, *Why Not Kill Them All? The Logic and Prevention of Mass Political Murder*, Princeton, New Jersey : Princeton University Press, 2006, pp. 31–36.

32. TRANIELLO, « *Power-Sharing* ».

33. *Id.*, p. 29.

34. OVERY, *Dictators*.

35. TRANIELLO, « *Power-Sharing* ».

36. SISK, Timothy D. et STEFES, Christoph, « Power Sharing as an Interim Step in Peace Building: Lessons from South Africa », in *Sustainable Peace: Power and Democracy after Civil Wars*, éd. ROEDER, Philip C. et ROTHSCCHILD, Donald, Ithaca, New York : Cornell University Press, 2005, pp. 293–318.

37. LEMARCHAND, René, « Managing Transition Anarchies: Rwanda, Burundi and South Africa in Comparative Perspective », *Journal of Modern African Studies* 32, no. 4, 1994, pp. 581–604 ; et STETTENHEIM, Joel, « The Arusha Accords and the Failure of International Intervention in Rwanda », in *Words over War: Mediation and Arbitration to Prevent Deadly Conflict*, éd. GREENBERG, Melanie C., BARTON, John H., et MCGUINNESS, Margaret E., New York : Rowman and Littlefield, 2000, pp. 213–236, <http://carnegie.org/fileadmin/Media/Publications/PDF/Words%20Over%20War%20Mediation%20and%20Arbitration%20to%20Prevent%20Deadly%20Conflict.pdf>.

38. STETTENHEIM, « *Arusha Accords* », p. 230.

39. TRANIELLO, « *Power-Sharing* ».

40. *Id.*, p. 39.

41. STETTENHEIM, « *Arusha Accords* », p. 230.

42. SCORGIE, Lindsay, « Rwanda's Arusha Accords: A Missed Opportunity », *Undercurrent* 1, no. 1, 2004, p. 72, <http://dSPACE.africaportal.org/jspui/bitstream/123456789/23742/1/Rwandas%20Arusha%20Accords%20A%20Missed%20Opportunity.pdf?1>.

43. TRANIELLO, « *Power-Sharing* », p. 39 ; et SCORGIE, « Rwanda's Arusha Accords », p. 72.
44. TRANIELLO, « *Power-Sharing* », p. 29, pp. 35–36, p. 38, p. 39, p. 41, p. 42.
45. *Id.*, p. 35.
46. STRAUS, « *Destroy Them to Save Us* », pp. 554–555.
47. GOLDHAGEN, *Worse than War*, e.g., pp. 295–297.
48. WORDEN, Nigel, *The Making of Modern South Africa: Conquest, Segregation, and Apartheid*, 3<sup>e</sup> éd., Oxford, Royaume Uni : Blackwell, 2000, p. 153.
49. *Id.*, p. 145.
50. GUELKE, Adrian, *Rethinking the Rise and Fall of Apartheid*, New York : Palgrave Macmillan, 2005, p. 160.
51. DUBOW, Saul, *Apartheid: 1948–1994*, Oxford, Royaume Uni : Oxford University Press, 2014, p. 263.
52. MAMDANI, Mahmood, *When Victims Become Killers: Colonialism, Nativism, and the Genocide in Rwanda*, Princeton, New Jersey : Princeton University Press, 2001, p. 215–218.
53. DUBOW, *Apartheid*, p. 264. Voir aussi EADES, Lindsay Michie, *The End of Apartheid in South Africa*, Westport, Connecticut : Greenwood Press, 1999, p. 76.